

Service Prévention des Risques Anthropiques
Pôle Risques Accidentels
POLYGONE – Bâtiment A
5, rue Hinzelin
CS 50551
57009 Metz Cedex
spra.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Nancy, le 29/01/26

Rapport de l'Inspection de l'environnement

Visite d'inspection du 21/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VAL'ERGIE

226 rue Victor Grignard
54710 Ludres

Références : SPRA-PRA-26-R-45
Code AIOT : 0006200373

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2026 dans l'établissement VAL'ERGIE implanté 226, rue Victor Grignard 54710 Ludres. L'inspection a été annoncée le 17/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VAL'ERGIE
- 226 RUE VICTOR GRIGNARD 54710 Ludres
- Code AIOT : 0006200373
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VAL'ERGIE, filiale du groupe VEOLIA, exploite sur la commune de Ludres une installation d'incinération de déchets non dangereux (DND) et de déchets de soins à risque infectieux (DASRI). L'unité d'incinération est réglementée notamment par l'arrêté préfectoral 2006-505 du 2 juin 2006 modifié. Cette installation, visée par la directive IED, est en outre assujettie au respect de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêté préfectoral n°2025-0176 du 25 août 2025	Arrêté Préfectoral du 25/08/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Arrêté préfectoral n°2025-0176 du 25 août 2025	Arrêté Préfectoral du 25/08/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a respecté les exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025-0176 du 25 août 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté préfectoral n°2025-0176 du 25 août 2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Prescription contrôlée : La société VAL'ERGIE est mise en demeure, pour l'exploitation de ses équipements sous pression qu'elle exploite sur le site sis 226, rue Victor Grignard sur la commune de LUDRES, de respecter les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• compléter les dossiers d'exploitations des équipements réacteur U2A DEFAMETAL CHAMPIGN. n°2006-23, faisceau échangeur condenseur circuit HP DELAUNAY - 76. LE HAVRE n°94 200 A, faisceau échangeur condenseur circuit BP DELAUNAY - 76. LE HAVRE n°94 200 AA, tuyauterie barillet GTA WILHEM ET CIE n°VH110 conformément à l'article 6-I

de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susvisé ;
Constats : L'inspection de l'environnement a constaté que l'exploitant a complété les dossiers d'exploitations des équipements réacteur U2A DEFAMETAL CHAMPIN. n°2006-23, faisceau échangeur condenseur circuit HP DELAUNAY - 76 LE HAVRE n°94 200 A, calandre condenseur circuit BP DELAUNAY-76. LE HAVRE N°94 200 AA, tuyauterie barillet GTA WILHEM ET CIE n°VH110 afin de permettre l'identification des accessoires de sécurité des équipements et les paramètres de réglage conformément à l'article 6-I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Arrêté préfectoral n°2025-0176 du 25 août 2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Prescription contrôlée : La société VAL'ERGIE est mise en demeure, pour l'exploitation de ses équipements sous pression qu'elle exploite sur le site sis 226, rue Victor Grignard sur la commune de LUDRES, de respecter les prescriptions suivantes : - compléter le programme de contrôle de la tuyauterie barillet GTA WILHELM ET CIE n°VH110 afin de permettre une surveillance effective, selon des critères d'acceptabilité prédéterminés de l'ensemble des modes de dégradation réels et potentiels pouvant affecter l'équipement prévu au III de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susvisé ;
Constats : L'inspection de l'environnement a constaté que l'exploitant a complété le programme de contrôle de la tuyauterie barillet GTA WILHELM ET CIE n°VH110.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure